

STATUTS
DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
DENOMMEE
"KOYTCHA IMMO"

TRIBUNAL DE COMMERCE

DE SAINT DENIS (REUNION)

Dépôt du 27 NOV. 2003

N° 3540

R.C.: 03 B 946
450 670 880

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur **Radj KOYTCHA**, Conseiller Financier, époux de Madame Corine Marie Thérèse GENGE, demeurant à LA POSSESSION (REUNION), 8, bis rue Charles Beaudelaire,
Né à ROUEN (SEINE MARITIME) le 25 octobre 1969.

Soumis au régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par Maître Frédéric AUBERT, Notaire à SAINT PIERRE (Réunion), le 20 novembre 2000, préalablement au mariage célébré à la Mairie de LA POSSESSION (Réunion) le 24 novembre 2000.

Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.

Monsieur **Kouresh KOYTCHA**, gérant de société, demeurant à SAINT PAUL (Réunion), 91 impasse Ylang-Ylang, Appt 23, résidence Villa Verdi,

Né à ROUEN (SEINE MARITIME) le 13 juillet 1974.

Célibataire,

Monsieur **Salim KOYTCHA**, gérant de société, demeurant à LA POSSESSION (Réunion), 4 impasse lucet langelier, époux de Madame Dominique Elodie SEVERIN

Né à SAINT DENIS (Réunion) le 24 mars 1976.

Soumis au régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par Maître Frédéric AUBERT, Notaire à SAINT PIERRE (Réunion), le 17 septembre 2002, préalablement au mariage célébré à la Mairie de SAINT PAUL (Réunion) le 28 septembre 2002.

Tous de nationalité française,

LESQUELS ont établi les statuts de la société devant exister entre eux et toute autre personne pouvant acquérir la qualité d'associé.

TITRE 1 - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

FORME

La société est une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE.

Elle est régie par toutes dispositions légales ou réglementaires applicables en pareille matière, et par les présents statuts.

OBJET

La société a pour objet : la transaction sur immeuble et fonds de commerce, la promotion et la gestion de tout bien immobilier.

Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

DENOMINATION

La dénomination sociale est "KOYTCHA IMMO" qui devra être précédée ou suivie dans tout acte ou document destinés aux tiers des mots "SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE" ou des initiales " S.A.R.L. " et de la mention de son capital social.

SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SAINT DENIS (Réunion), Sainte Clotilde, 80 Avenue Leconte Delisle.

RK SK J.

Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective ordinaire, et partout ailleurs en France par décision en assemblée extraordinaire des associés.

DUREE

Sa durée est de CINQUANTE (50) années à compter de son immatriculation, sauf prorogation ou dissolution anticipée légale, conventionnelle ou judiciaire.

TITRE 2 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

APPORTS

Les associés, tous susnommés, font apport à la présente société, des sommes en numéraire, savoir :

- Monsieur KOYTCHA Radj, de la somme QUATRE MILLE SEPT CENT		
EUROS		
Ci	4.700,00 Euros	
- - Monsieur KOYTCHA Kouresh, de la somme DEUX MILLE TROIS CENT CINQUANTE		
EUROS		
Ci	2.350,00 Euros	
- Monsieur KOYTCHA Salim, de la somme HUIT CENT		EUROS
Ci	800,00 Euros	
TOTAL DES APPORTS : SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS		
Ci	7.850 EUROS	

Les fonds correspondant aux apports en numéraire, pour un cinquième, soit la somme de MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX EUROS (1.570,00 Euros) sont actuellement déposés sur un compte ouvert à la banque française commerciale océan indien.

Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par la gérance qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et sur présentation du certificat du greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

Le solde du capital, soit la somme de SIX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT EUROS (6.280,00 Euros) sera libéré en une ou plusieurs fois sur décision du gérant, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraires à peine de nullité de l'opération.

CAPITAL SOCIAL

Le capital social fourni au moyen des apports ci-dessus constatés est fixé à la somme de SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE Euros (7.850,00 EUR).

Il est divisé en 155 parts de CINQUANTE EUROS Euros (50,00 EUR) chacune, entièrement libérées appartenant aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- Monsieur KOYTCHA Radj, QUATRE VINGT QUATORZE parts, numérotées de 1 à 94	
Ci	94 parts
- - Monsieur KOYTCHA Kouresh, QUARANTE SEPT parts, numérotées de 95 à 141	
Ci	47 parts
- Monsieur KOYTCHA Salim, SEIZE parts, numérotées de 142 à 157	
Ci	16 parts

RK

SK

U

MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, sur décision collective extraordinaire des associés.

Lors de toute variation du capital, les associés devront faire leur affaire personnelle de toutes acquisitions ou cessions de droits nécessaires, pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE 3 - DROITS DES PARTS - CESSION - TRANSMISSION DE PARTS

DROITS DES PARTS

Chaque part confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans tout l'actif social.

Toute part donne droit à une voix dans les votes et délibérations. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit, les droits sociaux isolés ou inférieurs en nombre à celui requis ne donnent aucun droit à leur propriétaire contre la société; les associés faisant, en ce cas, leur affaire personnelle de toute acquisition des droits utiles ou de toute cession de parts excédentaires.

Les droits et obligations attachés aux parts, les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Si la société ne vient à comprendre qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus par la loi aux assemblées générales des associés.

INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux. A défaut d'entente, il sera pourvu par justice à la désignation d'un mandataire commun, à la requête de l'indivisaire le plus diligent.

Si des parts appartiennent à une personne en usufruit et à une ou plusieurs personnes en nue-propriété, l'usufruitier et le ou les nus-propriétaires devront s'entendre entre eux pour la représentation des parts. A défaut d'entente ou de convention contraire dûment signifiée à la société, les parts seront valablement représentées par l'usufruitier pour les décisions ordinaires et par le nu-propriétaire pour les décisions de caractère extraordinaire.

CESSION DES PARTS

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société et aux tiers après les formalités de l'article 20 de la loi du 24 Juillet 1966.

Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés, conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés autre que le conjoint, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Ce consentement est sollicité selon la procédure prévue par la loi.

TRANSMISSION DE PARTS PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION DE COMMUNAUTE

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux.

NANTISSEMENT DES PARTS

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de

KK

SK

CS

réalisation forcée des parts sociales, selon l'article 2078 alinéa premier du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

TITRE 4 - INCAPACITE - DECES D'UN ASSOCIE - LIQUIDATION

La société n'est pas dissoute en cas de décès d'un associé ou de la survenance d'un événement affectant sa capacité.

Si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions.

TITRE 5 - ADMINISTRATION - POUVOIRS DE LA GERANCE

ADMINISTRATION GERANT

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

POUVOIRS DES GERANTS

Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Les associés ont nommé comme gérants:

Monsieur Radj KOYTCHA, demeurant au 8 bis rue charles beaudelaire 97 419 La Possession

Monsieur Kouresh KOYTCHA, demeurant au 1 impasse Ylang-Ylang Appt 23 résidence Villa verdi 97 460 St Paul

Monsieur Salim KOYTCHA ,demeurant au 4 impasse Lucet Langenier 97 419 La Possession

Cette nomination acceptée par chacun d'eux, est faite pour une durée deux ans.

Chaque gérant a, à l'égard des tiers les mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique. Il peut agir séparément des autres gérants pour tous les actes entrant dans l'objet social.

Clauses limitatives

La règle de l'inopposabilité des clauses statutaires contenue dans l'article 1949, alinéa 3 s'applique. Si plusieurs gérants ont été nommés chacun d'eux engage la société comme s'il était gérant unique. Bien entendu comme pour le gérant unique, cet engagement ne sera valable que s'il entre dans l'objet social.

TITRE 6 - CONVENTIONS ENTRE SOCIETE ASSOCIES OU GERANTS

Lorsqu'elles sont permises par la loi, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, sont soumises aux formalités de contrôle et d'approbation par l'assemblée des associés. Ces formalités s'étendent aux autres conventions visées par les dispositions légales.

TITRE 7 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

KK

SK LS

Les associés peuvent ou doivent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Les commissaires aux comptes en fonction exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

Les Associés nomment en qualité de commissaire aux comptes titulaire, pour les six premiers exercices:

TITRE 8 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté collective des associés s'exprime en assemblée ou par consultation écrite au choix de la gérance, qui oblige les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur les comptes de chaque exercice, ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés ou le quart des parts sociales.

DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de cet exercice et l'affectation du résultat.

Les décisions doivent être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions ne peuvent être prises qu'à condition d'être adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augment des engagements d'un associé ou de transformer la société en une autre qu'une société anonyme,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés,
- par des associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750.000 Euros, et en cas de révocation d'un gérant statutaire,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

PARTICIPATION AUX DECISIONS

Tout associé a le droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint sauf si la société ne comprend que les deux époux. Un associé peut se faire représenter par un autre associé, sauf s'ils sont deux. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

ASSEMBLEE GENERALE

PK

SK G

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Les associés peuvent aussi être convoqués verbalement, s'ils sont tous présents ou représentés à l'assemblée.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède le plus grand nombre de parts.

CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance, et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

PROCES-VERBAUX

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles également cotées et paraphées.

TITRE 9 - ANNEE SOCIALE

Chaque exercice social commence le premier juillet pour finir le trente juin de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice commencera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et finira le 30 juin 2004.

TITRE 10 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après réduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale et ce, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable, déterminé conformément à la loi, est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux, sauf décision de report de tout ou partie du bénéfice distribuable, ou d'affectation de celui-ci à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en liquidant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

TITRE 11 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sauf en cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les parts en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

Une décision collective ordinaire règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

SK
RK U

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'auraient pas été remboursées. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

TITRE 12 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir entre les associés ou entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents.

PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présents statuts, pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi, et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social.

FRAIS

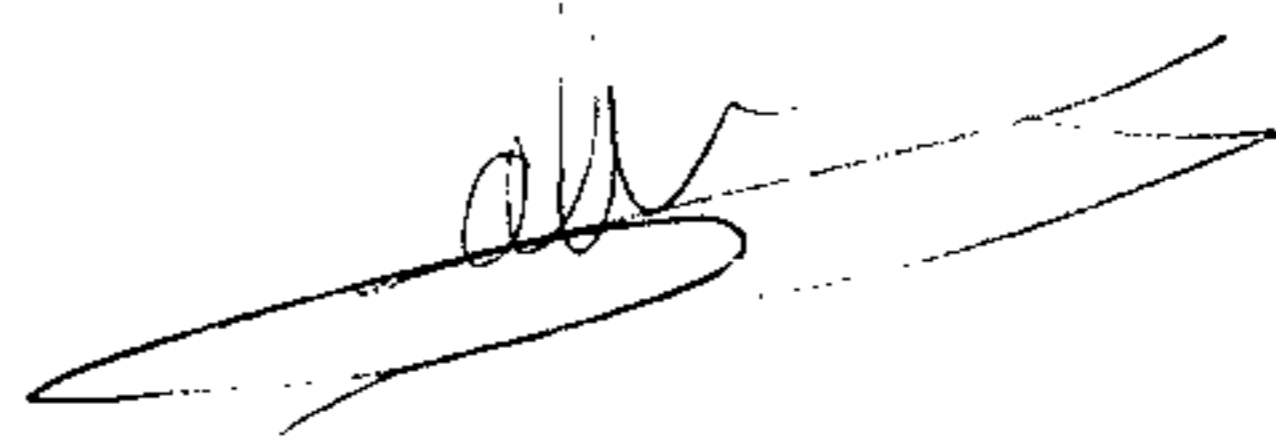
Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte de frais généraux et amortis dans la première année et, en tout cas, avant toute distribution de bénéfices.

Fait à Sainte Clotilde, le 1er octobre 2003

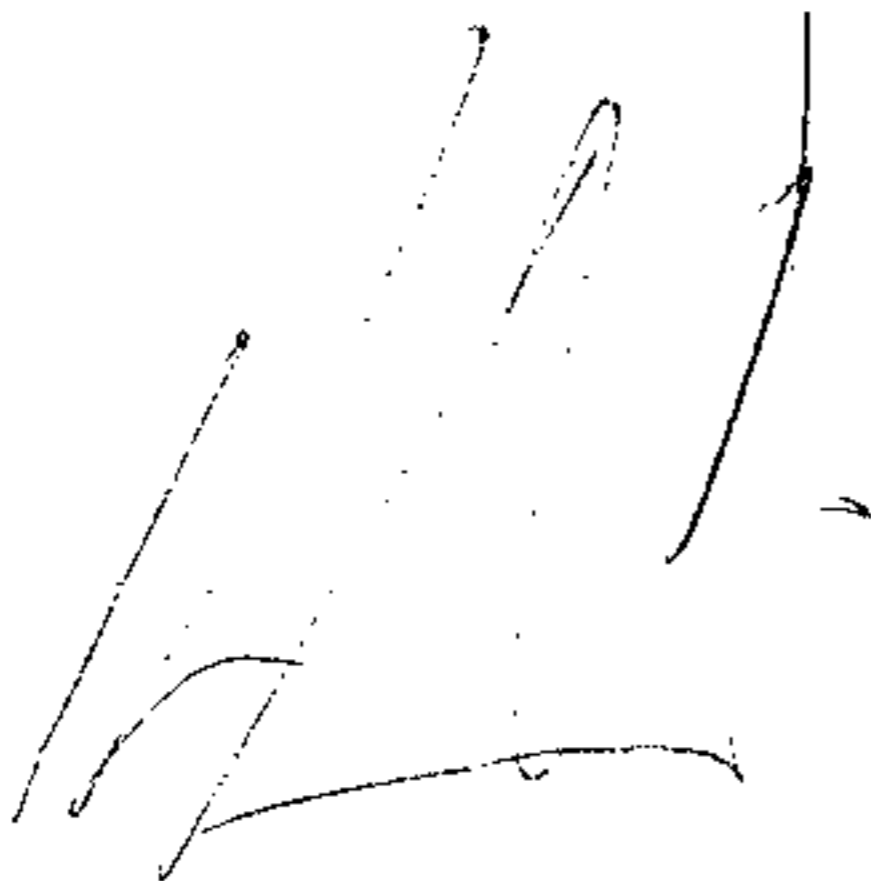
Rady KOVITCHA



Salem KOVITCHA



Kouresh KOVITCHA



Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE

Le 03/10/2003 Bordereau n°2003/817 Case n°6

Ext 3645

Enregistrement : Exonéré

Timbre : Exonéré

Total liquidé : zéro euro

La Contrôleuse principale

